



Sénégal

Ndeye Marie Diedhiou, la « Seigneure de la guerre » des ressources en Casamance



Introduction et contexte

Au vu des importants gisements miniers déjà en exploitation – phosphates, carrières, or, zircon et fer – et des récentes découvertes de pétrole et de gaz, le Sénégal se positionne de plus en plus comme un pays riche en ressources naturelles. C'est pourquoi le gouvernement ambitionne de faire de ce secteur un des piliers de son développement, comme indiqué dans son plan stratégique de développement économique (le Plan Sénégal Émergent).

Diverses réformes du cadre normatif et politique, engagées depuis 2016 pour accompagner la mise en œuvre de l'ITIE (notamment la révision du code minier, du code pétrolier et du code gazier, l'adoption de la politique sectorielle minière, et l'adoption de la loi sur le contenu local), traduisent cette ambition. À ces efforts s'ajoute la réorganisation du cadre institutionnel (réformes des directions au sein du ministère des Mines et de la Géologie, réorganisation de PETROSEN), qui passe également par la création de nouvelles institutions (COS PETROGAZ, GES – PETROGAZ.

Toutefois, malgré ces avancées, la faible prise en charge de la demande sociale dans les zones d'exploitation des ressources reste évidente. Il est facile de constater, surtout dans ces zones, le manque d'accès des populations aux services sociaux de base (faibles revenus des populations, insuffisance des équipements et des retombées financières au profit des collectivités locales). Et même si le dispositif juridique instaure clairement des dispositions permettant aux populations de bénéficier de leurs ressources, les revenus perçus jusqu'à maintenant par les compagnies et l'État n'ont pas

eu de répercussions suffisamment positives sur la vie des populations, notamment les femmes.

L'État sénégalais dispose déjà d'un cadre politique et normatif intégrant les principes généraux relatifs à l'égalité de genre (femmes, jeunes, personnes vulnérables, minorités, etc.) et aux droits des femmes en particulier. En effet, plusieurs textes instaurent la prise en compte du genre. Citons, entre autres, la Constitution, la loi n° 2010-11 du 28 mai 2010 instituant la parité absolue homme-femme applicable au niveau de toutes les institutions totalement ou partiellement électives, le document de stratégie économique nationale (Plan Sénégal Émergent), la Stratégie nationale d'équité et d'égalité de genre, la circulaire de la Primature (cabinet du Premier ministre) de 2013 invitant les ministères sectoriels à intégrer la dimension de genre dans leurs interventions.

Mais paradoxalement, malgré ces dispositifs, l'analyse réalisée dans le secteur extractif par la coalition nationale Publiez Ce Que Vous Payez (PCQVP) dans le cadre du projet pilote genre montre un écart notable entre l'existence et la mise en œuvre de ces dispositions. En effet, à titre d'exemple, même si le code minier de 2016 à travers son article 109 instaure l'égalité des chances pour l'accès à l'emploi et la formation, **le Rapport ITIE 2018 révèle que seulement 9 % des femmes bénéficient d'un emploi dans les entreprises extractives.**

En termes de représentativité des femmes dans les instances de gouvernance des ressources naturelles au Sénégal, la brèche demeure encore énorme tant au sein du Groupe multipartite de l'ITIE qu'au sein des structures de gouvernance de la coalition nationale. Pour l'instant, Ndeye Marie Diedhiou est la seule femme chargée



Ndeye Marie Diedhiou (middle) surrounded by the members of the Committee fighting against violence based on gender, standing in front of their headquarters in Ziguinchor.

© PWYP Senegal

de la coordination d'une antenne régionale de Publiez Ce Que Vous Payez. La présente étude est l'occasion de mettre en avant le travail remarquable de cette coordonnatrice, surnommée la « *Seigneure de la guerre* » des ressources en Casamance.

Une championne de la transparence, voix des communautés

Au Sénégal, la coalition nationale Publiez Ce Que Vous Payez est organisée en antennes régionales et ce afin « *d'être plus proche des communautés affectées par les opérations minières* », selon son Coordonnateur national, M. Ibrahima Sory Diallo. Comme il explique ;

« Certes la capitale, Dakar, reste le centre de prise de décisions, mais les enjeux sont autres pour les populations qui vivent le paradoxe de l'abondance. Et dans un contexte de faible confiance entre les acteurs, l'émergence d'un leadership au niveau local reste un défi majeur dans notre secteur d'activités.

PCQVP Sénégal compte actuellement sept antennes dans plusieurs régions du Sénégal, dont une seule, celle de Ziguinchor, est dirigée par une femme. Elle se nomme Ndeye Marie Diedhiou et ses actions lui ont valu le surnom de la « *Seigneure de la guerre* » des ressources en Casamance.

Sur la côte nord de la Casamance, la dune de Niafrang (nom du village qui y est implanté) est convoitée pour le zircon que contient son sable. La Casamance ayant été fragilisée par plus de trente ans d'affrontements civils, un cessez-le-feu a été décidé et signé entre le gouvernement sénégalais et les forces rebelles indépendantistes du MFDC en décembre 2004. Mais à peine un mois avant la signature de ce



Ndeye Marie Diedhiou surrounded by Women of the Platform in traditional ceremonial clothes, welcoming the President of the Republic of Senegal in Ziguinchor in order to share their message for peace in Casamance.

© PWYP Senegal

cessez-le-feu, un permis d'exploration avait été octroyé par arrêté ministériel à la compagnie minière australienne Carnegie Ltd (permis repris postérieurement par Astron). Or les populations n'avaient été ni consultées ni informées.

La première audience, dans le cadre de l'enquête publique, n'a eu lieu qu'en 2011, les Casamançais n'ayant cessé de dénoncer le manque d'informations sur le projet. Les villages avoisinant la dune de Niafrang dépendent de la riziculture, des cultures maraîchères, de la pêche, de l'exploitation du palmier à huile, de l'apiculture, de la pêche à l'huître et du tourisme. Les rizières, les palmeraies et les villages sont protégés de la mer et de son eau salée par la dune. Témoins des effets de l'exploitation minière de zircon en Gambie, toute proche, les Casamançais craignent que cette activité ne contamine les nappes phréatiques, mettant ainsi en péril le milieu naturel. Opposés au projet d'extraction, les habitants du village, ceux des villages voisins et plusieurs de leurs partenaires se sont mobilisés et organisés en un Collectif pour mettre en garde contre l'exploitation de la zone. C'est dans ce contexte que la coalition nationale Publiez Ce

Que Vous Payez intervient dans la zone et se saisit du dossier. Afin de conférer une véritable légitimité au projet, il est nécessaire de mettre en avant les préoccupations des communautés locales. Mais pour porter leur message, face à la défense des intérêts privés, encore fallait-il trouver la bonne voix : cette voix est celle de Ndeye Marie Diedhiou.

Elle est l'unique femme coordonnatrice d'une antenne régionale de Publiez Ce Que Vous Payez au Sénégal, coalition qu'elle intègre depuis son adhésion au mouvement mondial. Les qualificatifs ne manquent pas pour vanter sa contribution au dynamisme de la coalition. Le Coordonnateur national de PCQVP se félicite de son leadership et de son appui incessant à la vie de la coalition :

« Je connais Ndeye Marie depuis 2013, mais bien avant cela, j'avais entendu parler d'elle à travers la plateforme pour la paix en Casamance. Je retiens d'elle qu'elle est une femme qui se caractérise par sa rigueur, son professionnalisme, pleinement vouée à son travail, dotée notamment d'une grande capacité managériale. Au sein de la plateforme pour la paix en Casamance, elle collabore autant avec les hommes qu'avec les femmes et cela démontre qu'elle a les compétences voulues, le savoir-faire. Ils se sont tous mobilisés à ses côtés. Avant de lancer l'antenne de la coalition à Ziguinchor, j'ai mené une enquête de moralité. J'ai demandé aux populations et aux autorités de la zone sur qui nous pouvions compter pour occuper les fonctions de coordonnateur régional. Tous, unanimement, m'ont orienté vers Madame Thiam [nom de son défunt mari]. En somme, elle est une championne de l'entrepreneuriat social tous azimuts ! ».

Depuis sa désignation à la tête de l'antenne de Ziguinchor, Ndeye Marie Diedhiou n'a raté aucun rendez-vous important de la coalition. Les militants du mouvement sont unanimes : elle

incarne la crédibilité et la légitimité dont la coalition a besoin pour progresser dans sa démarche. Membre de la délégation sénégalaise à la conférence mondiale PCQVP tenue à Lima en 2016, elle a dignement représenté la coalition nationale et exposé le travail accompli. Mais cette position ne la met pas à l'abri de certains risques, liés à son engagement dans le secteur, surtout en zone hostile.

Impact

Diversité, inclusion, participation et unité d'action

Pour faire entendre la voix des femmes, le premier acte proposé par Ndeye Marie Diedhiou a été de réunir l'ensemble des organisations de femmes, des associations, des OSC et autres femmes influentes autour d'un cadre d'actions harmonisé. C'est de façon digne d'éloges qu'elle a mobilisé autour de la Plateforme des femmes pour la paix, 170 associations membres réparties



Ndeye Marie posing in front of the headquarters of the Women's Platform for Peace in Ziguinchor.

© PWYP Senegal

à travers la région naturelle de la Casamance. L'objectif pour elle est de rassembler les énergies, les compétences et l'expertise de chacune des organisations membres afin d'influencer le processus de recherche de la paix, de favoriser un épanouissement et le respect des droits des femmes dans tous les secteurs de la vie active.

Cette approche inclusive a permis à cette Plateforme de s'imposer très rapidement comme l'interlocuteur incontournable dans le processus de paix en Casamance, tout comme dans les initiatives de développement économique ainsi que dans la défense des droits des femmes et des jeunes filles.

En dépit de la diversité des organisations membres, Ndeye Marie Diedhiou a réussi à établir une vision commune entre elles, en définissant des objectifs globaux et des axes d'interventions permettant à chacune d'elles de tirer profit de la Plateforme. Les axes de plaidoyer développés, portant plus particulièrement sur « les femmes, la paix et la sécurité », « les droits humains », « l'environnement et le développement durable », ont favorisé la mobilisation de toutes les associations membres autour des objectifs communs.

De l'action conjointe au travail d'influence

Après un entretien avec le consultant chargé de l'étude et la parution du rapport d'analyse de la question genre au Sénégal, Ndeye Marie Diedhiou a exigé la parité dans la représentation des antennes au sein du Comité directeur. Désormais, les deux délégués de chaque antenne sont désignés sur une base paritaire au Comité directeur. La décision a été adoptée à la réunion du Comité et institutionnalisée dans le code de conduite de PCQVP Sénégal. Cette règle, Ndeye Marie Diedhiou et Marieme Soda Mbacke ont réussi à l'étendre à la représentation

des membres dans les réunions et activités de la coalition. Grâce au projet genre, elles ont pu entreprendre une révision du code de conduite de la coalition afin de favoriser une prise en compte institutionnelle de l'équilibre genre au niveau de la représentativité, aussi bien au sein des instances de PCQVP qu'au collège de la société civile du Groupe multipartite de l'ITIE.

Sensibilisation sur les enjeux du secteur extractif et la question de genre

La compréhension des enjeux liés à l'exploitation des ressources extractives a représenté jusqu'à maintenant un grand défi pour les acteurs de la société civile dans la région de la Casamance. En effet, au-delà de la présence de zircon et de pétrole dans la zone maritime, le point à souligner est ici le manque de communication de la part des autorités publiques. Par exemple, le permis d'exploration octroyé à la compagnie



The President of PeaceWomen Across the Globe (PWAG) presenting Ndeye Marie Diedhiou with the signing of a funding agreement for the "Tables of Peace" project.

© PWYP Senegal

minière australienne Carnegie Ltd en 2004, l'a été sans consultation ni information des populations. De plus, la première audience publique n'a eu lieu qu'en 2011. Ce n'est qu'avec la nomination de Ndeye Marie Diedhiou à la tête de l'antenne de PCQVP dans cette région que les populations ont commencé à être mieux informées des questions touchant à l'exploitation des ressources. Elle a mobilisé les membres de la coalition nationale et les acteurs du secteur tout d'abord pour que l'étude d'impact environnemental et social soit communiquée, et ensuite pour analyser le cadre juridique du secteur, organiser des visites de terrain sur le site et effectuer un voyage d'étude des membres de l'antenne dans la région de Thiès.

La dimension genre occupe aujourd'hui une place importante dans ces efforts de sensibilisation et de plaidoyer. En effet, non seulement l'antenne compte à présent un plus grand nombre d'organisations de femmes, mais la future exploitation du zircon signifiera plus de retombées positives pour les femmes. C'est la dune de sable de Niafrang, longue d'environ six kilomètres, qui sépare l'eau salée de l'océan du fleuve Casamance, favorisant ainsi les activités rizicoles, agricoles, maraîchères et de pêche artisanale. Ces activités constituent les principales sources de revenus des populations de la zone et notamment des femmes, car en Casamance, ce sont les femmes qui exploitent la terre : l'agriculture et le maraîchage sont par excellence leurs domaines d'activités. La disparition de cette dune entraînerait d'énormes risques pour l'environnement, une salinisation considérable de l'eau du fleuve et conséquemment une réduction drastique des moyens de subsistance des populations.

Ndeye Marie Diedhiou a participé de façon engagée à l'ensemble des activités de mise en œuvre du projet pilote genre au Sénégal (du diagnostic genre aux ateliers de renforcement

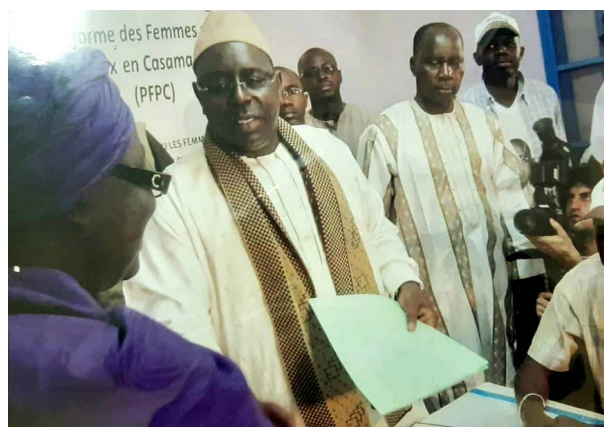
de capacités). Mais en dépit du contexte délicat, les actions de terrain se déroulant dans une zone hostile, elle a réussi à expliquer aux femmes de la région combien les activités extractives pouvaient impacter leur situation économique. Comme elle aime à le rappeler,

« le respect des droits des femmes est une question de survie, et il en va de l'intérêt de tous, hommes et femmes ».

Difficultés rencontrées et enseignements tirés

L'activisme en zone hostile, un engagement justifié mais non dépourvu de risques

Considérée par les visiteurs et touristes comme l'une des plus belles régions du Sénégal et d'Afrique de l'Ouest, la région historique et naturelle de la Casamance est marquée et meurtrie depuis le début des années 1980 par une guerre indépendantiste entre les Forces armées du Sénégal et le Mouvement des forces



Hearing of the 2012 Presidential Election candidates by the female members of the Platform. Candidate Macky Sall giving Ndeye Marie the Memorandum he has signed.

© PWYP Senegal



Meeting to review the UN Security Council Resolution 1325 on Women, Peace and Security, in Dakar, Senegal.

© PWYP Senegal

démocratiques de la Casamance (MFDC). Un premier incident grave en 1982 a mis le feu aux poudres et déclenché un conflit qui allait éprouver la région pendant plus de trente ans. C'est ce contexte qui a justifié l'engagement citoyen de Ndeye Marie Diedhiou, comme ses propos le rappellent :

« L'environnement dans lequel je vis a malheureusement été marqué par trente années de conflit. Comme cela est souvent le cas ailleurs dans le monde, les conflits armés ont un impact négatif considérable sur la vie des femmes et des enfants. C'est ce contexte qui a très tôt motivé mon engagement et m'a poussée à m'impliquer dans le mouvement de consolidation de la paix ici dans ma région ».

Les stéréotypes, frein au leadership féminin

Cible de violences verbales, d'injures et de menaces de la part du MFDC, la militante apparaît désormais comme « l'ennemie à abattre » à tous niveaux. Malgré un travail de

coordination faisant la plus grande place à l'inclusion et à la participation, elle n'échappe à aucun stéréotype. La Casamance, surtout en milieu rural, est connue pour son conservatisme traditionnel où le mâle dominant impose souvent sa loi. Elle en a pleinement conscience :

« Autant ils apprécient mon leadership et ma rigueur, autant j'en fais les frais. Les qualificatifs ne manquent pas pour me déstabiliser ». Certains déclarent que « cette femme ne réfléchit pas avant de prendre ses décisions, elle fait primer ses sentiments ».

Les moins tolérants pensent qu'elle est inconsciente de s'engager sur des terrains aussi « minés », sans sécurité aucune. Le dossier du zircon est devenu tellement complexe, compte tenu des divergences d'intérêts des acteurs, que son intervention entraîne pour elle bien des risques.

« Il arrive que les factions armées du mouvement rebelle me menacent de mort et me déclarent persona non grata dans la zone. Ils jugent que mon attitude et ma volonté de conciliation entre les parties sont synonymes de complicité avec la compagnie, et pour le gouvernement, de corruption. Il s'agit de personnes souvent mal intentionnées qui me mettent en porte-à-faux avec les communautés et qui font office de délateurs au sein du MFDC pour salir ma réputation et ma dignité de femme ».

La légitimité, gage de succès dans le combat

Des sacrifices, Ndeye Marie Diedhiou en a fait, parfois au risque de sa carrière d'enseignante ou tout simplement de sa vie. Elle a maintes fois frôlé la mort parce qu'elle était souvent incomprise dans son combat pour la paix en Casamance.



« Mes détracteurs trouvaient tous les moyens pour me nuire, ou m'intimider. À un certain moment, une grande incompréhension s'est installée entre les acteurs et moi. Certaines personnes qui trouvaient leur compte dans ce conflit, et de mauvaise foi, ont raconté des mensonges sur moi et ma mission. Elles ont signalé aux autorités de l'État que j'étais du côté du MFDC lors des activités de plaidoyer pour la préservation de la dune de Niafrang, et au MFDC que j'étais une espionne, travaillant pour le compte de l'État du Sénégal. Ces agissements ont conduit à mettre ma vie en danger et à saper la crédibilité du mouvement aux yeux de toutes les parties prenantes. Ils sont allés jusqu'à étaler ma vie privée sur les réseaux sociaux. J'ai fait l'objet de tant d'injures, de violences verbales et de menaces de la part du MFDC, je ne supportais pas de voir ternir mon image, salir ma réputation... Diffusions de fausses informations sur ma vie professionnelle et privée : mais il en fallait plus pour me décourager... Je l'ai mal vécu, mais heureusement je tirais ma force de la détermination des braves femmes avec lesquelles je m'étais engagée dans cette aventure ».

Espoir pour un lendemain meilleur pour les femmes et leurs droits ?

Ndeye Marie Diedhiou parvient-elle à garder espoir dans cette lutte en terrain hostile ? Elle répond sans hésitation par l'affirmative :

« Ce qui motive mon engagement est plus fort que les risques que j'encours. Les conditions de vie des femmes de ma région, leur survie même, les conditions que j'ai moi-même vécues aux côtés de ma mère en tant qu'ainée d'une famille de douze enfants, conditions que j'affronte encore dans un milieu où le conservatisme socioculturel et religieux continue de régner, conditions que je vis tout simplement parce que je suis une femme engagée au beau milieu d'un conflit armé : ces conditions définissent désormais l'essence même de mon existence. Par conséquent, je garde espoir parce que les hommes et les femmes qui m'entourent me font confiance, malgré d'immenses défis au quotidien. Quand je me retourne et que je vois tous ces braves gens qui comptent sur moi, les paroles d'encouragement de mon défunt époux – qui a toujours été mon « champion genre » – raisonnent en moi : « Ne baisse pas les bras, tu mènes un combat noble... ». ■

Cette étude a été préparée par Oumou Kalsoum BA, pour le compte du Secrétariat de PQCVP.

Ce travail a été rendu possible grâce au soutien de la William & Flora Hewlett Foundation.



**PUBLIEZ CE QUE
VOUS PAYEZ**

Email : info@pwyp.org

www.pwyp.org/fr